

## DEBATE

### **Ali Aslan, International TV Presenter and journalist**

Most definitely, and we will have more to say because we are going to the audience now. Regarding your point that Afghanistan is one of the most prominent geopolitical challenges awaiting us in the 21<sup>st</sup> century, I think there cannot be two opinions about this, which is why the World Policy Conference has prominently featured this panel here on this subject matter.

Let us open up. We have approximately 20 minutes left and I already see quite a number of hands, so I suggest we do two rounds. We are going to take three questions at once, so please take notes of them. I will come to you and, being mindful of the time, be as brief with your questions as you can be, please.

### **Aminata Touré, Senegalese politician, former Prime Minister**

Je vais essayer d'être brève sur une question très complexe. Je viens du Sénégal, qui est un pays limitrophe du Mali, dans la zone du Sahel. Évidemment, cette question nous intéresse au plus profond de nous parce que, ce qu'il faut savoir et je crois que cela a été dit tout à l'heure, c'est si les talibans vont rester dans le cadre de leur zone géographique et délivrer ce qu'ils veulent délivrer à leur peuple, etc., et ce serait une question interne, ou si cela va être, comme cela a été dit, le centre névralgique de développement du terrorisme international avec une implication au Sahel.

C'est une question très pratique qui est posée à tous les pays, y compris à un pays qui est très important dans le Sahel parce qu'il fait aussi, disons, une intervention au Mali. C'est une question qui se pose à la France, mais qui se pose aussi à la communauté internationale. Est-ce qu'aujourd'hui, l'Afghanistan va être le nouveau centre névralgique d'opérations du mouvement terroriste international ? C'est la grande question qui va se poser et je crois qu'une réponse doit être donnée. C'est du réalisme que de vouloir parler à ceux qui sont sur place, mais il y a des conditions de départ et c'est ce que je considère comme étant non négociable.

Ce que l'on aura appris de cette crise, évidemment, c'est qu'il est illusoire de vouloir faire la construction d'un État nation sans les citoyens de ce pays, et cela a échoué. D'ailleurs, je suis étonnée par le fait que de grands pays comme les États-Unis ne retiennent jamais les leçons. On avait l'impression que c'était du Saïgon quarante ans plus tard. C'est une question qui intéresse certainement les États-Unis et l'Afghanistan, mais pour ce qui concerne l'Afrique et le Sahel, c'est une question fondamentale qui se pose et j'aimerais bien avoir l'avis des panélistes parce que c'est un risque supplémentaire sur la question.

**Ali Aslan**

For sure. Thierry, go ahead.

**Thierry de Montbrial, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC**

*Yes, if you allow me, I will speak in French.* Initialement, j'avais conçu cette session un peu différemment. Mon idée initiale était de traiter de l'Afghanistan et du Sahel en même temps, pour voir quelles leçons on pourrait tirer de l'Afghanistan pour le Sahel. Plusieurs amis m'ont convaincu que le sujet de l'Afghanistan devait occuper la session entière. Mais effectivement, si dans les minutes qui restent, on pouvait tirer quelques enseignements opérationnels pour la conduite à tenir vis-à-vis du Sahel dans les semaines et mois qui viennent, cela pourrait être intéressant.

**Ali Aslan**

Thank you so much. I think the question will be raised in just a moment in the answers about the comparison between the Sahel and Afghanistan. I will come to you in just a moment, but we are going to collect a few questions. Go ahead, please.

**Ebtiesam Al-Ketbi, President and Founder of the Emirates Policy Center**

Thank you. I have a comment the Americans. They create mess when they step in, they create mess when they step out. This has happened in Iraq, this has now happened in Afghanistan. They never succeed in making a democracy. They are successful in destruction, not construction.

When the Americans stepped out of Afghanistan, with all their intelligence, they did not calculate who will be the winner and who will be the loser. They are definitely the first and the biggest loser. They wanted to create a problem for China and for Russia. It happens that China is winning. Iran is the big winner.

As for the dealing with Taliban, there is no consensus among all actors – China, Russia, France, all of them, even the UAE and Qatar. How are we going to approach the Taliban with all these conflicts of interest? Which model are the Taliban going to be with ISIS and Al-Qaeda there?

We are now, like Asia, the target of Al-Qaeda which recruits Arab youth. There is a call to recruit Arab youth. We are the first to be threatened from Al-Qaeda.

**Ali Aslan**

Thank you so much. Can you pass on the microphone to the Ambassador in the first row, to round up the first line of questions? So far, we have the situation in the Sahel versus Afghanistan; we have a question which I think we have addressed, about how the international community should deal with the Taliban, but feel free to elaborate further; and the last one, for the opening round, please go ahead.

**Ali Al Ahmed, former Ambassador of the United Arab Emirates to France**

Thank you, Ali. My question is addressed to Mr. Girard. You made it very clear that waiting for an EU unified political decision is wishful thinking. Where does that leave us, will it be more focused on the bilateral relation with Europe? And the other part of my question is about the influence of Europe in Afghanistan and in the region post-Merkel – would that put more pressure on the Elysée Palace or that will be an opportunity for the French government?

**Ali Aslan**

Thank you so much. Let us dive right in without wasting much time because we want to go to a second round of questioning. Marc, could you comment on the comparison between the Sahel and Afghanistan, the mutual overlapping, perhaps?

**Marc Hecker, Director of research and communications at Ifri, Editor-in-Chief of Politique étrangère**

Thank you, Ali. I will answer in French.

Madame la Première ministre, je ne suis pas sûr que l'Afghanistan redevienne le centre névralgique du terrorisme international. On ne le sait pas aujourd'hui et c'est toute la question que l'on se posait sur les relations entre les talibans, Al-Qaïda, et sur leur capacité à éradiquer ou non Daech. Je crains que le centre de gravité du djihadisme ne se soit déjà déplacé vers le sud, et en particulier vers l'Afrique, avec trois fronts qui existent : un front historique dans la Corne de l'Afrique avec les Shebab en Somalie, un front autour du bassin du lac Tchad avec l'ex-Boko Haram et Daech qui est aussi présent, et puis le front qui occupe beaucoup la France et ses alliés européens et locaux, évidemment, la bande sahélo-saharienne.

Je crois que la situation a à la fois des points communs et des différences nettes avec ce qu'il se passe en Afghanistan.

La première différence qui est notable, c'est que la France n'est pas arrivée là-bas pour changer un régime ni pour essayer de faire du *nation building* ou du *state building*. La France est arrivée à la demande d'un État local, menacé par les djihadistes, pour lui venir en aide et pour essayer de rétablir la souveraineté de cet État sur l'intégralité de son territoire, avec l'assentiment des organisations internationales, et en particulier de l'ONU qui est également présente avec la MINUSMA. Une autre différence a trait à l'environnement régional : à proximité immédiate de l'Afghanistan se trouvent des puissances régionales comme l'Iran et le Pakistan ou mondiales comme la Chine. On ne peut pas en dire autant du Sahel, ce qui pose des difficultés.

Mais c'est vrai qu'il y a aussi des points communs. Un point commun très important, c'est que l'on n'arrive pas, dans le fond, à traiter les problèmes et les récriminations de la population, et en particulier les demandes de justice, de dignité et de bonne gouvernance. Il s'agit là d'une limite fondamentale de l'ingénierie sociale, politique, diplomatique et militaire des interventions occidentales de ces deux dernières décennies.

Je ne sais pas véritablement comment on va pouvoir l'améliorer, mais pour répondre à la question de Thierry de Montbrial, je pense que s'il y a une leçon à retenir, c'est qu'il ne faut pas partir, en tout cas pas partir à la manière dont l'ont fait les Américains en Afghanistan. Je pense que l'on peut maintenir une force minimale qui nous permette d'avoir encore notre voix au chapitre, et en particulier de faire du contre-terrorisme. Ce n'est clairement pas la panacée, cela ne permet pas de résoudre les problèmes de gouvernance, les problèmes fondamentaux qui nourrissent le terrorisme, mais cela permet au moins d'essayer d'endiguer la menace. On n'est plus capable de l'éradiquer, c'est assez clair. C'est une leçon des vingt dernières années, mais il faut au moins que l'on soit encore capable de l'endiguer pour éviter qu'un autre front ne s'ouvre en Afrique de l'Ouest.

**Ali Aslan**

Thank you so much.

**Jim Bittermann, CNN's Senior European Correspondent in Paris**

I just want to add one thing – and that is that the French have been very cautious about what they are doing in the Sahel, because you say there is no superpower. The Russian Wagner group has been reportedly moving in. This is not officially a government group, but it is a private group that is sanctioned by the government who may be moving in there to cause problems for the French military.

The second thing is that I think the view from Paris is that the withdrawal would be managed and that there would be a replacement of European troops, but where are those European troops coming from and where is the unanimity within Europe about bringing in those troops to support, to fill the void being left by the French troops?

**Ali Aslan**

M. K. Narayanan, go ahead.

**Mayankote Kelath Narayanan, Executive Chairman of CyQureX Systems Pvt. Ltd., former Senior Advisor and National Security Advisor to the Prime Minister of India**

At the risk of disagreeing with what has been said, the Sahel is certainly one of the target areas of the ISIS. The battle between the ISIS and the Taliban will take time to resolve in one way or the other. But I think people of the Sahel, governments in the Sahel, need to be careful as to what is taking place, before we get another group of Al-Shabaab and Boko Harams coming up in the place.

I just want to mention this because I come from an intelligence background. I have a fair amount of intelligence still coming my way. I think it is important to keep a careful watch on the Sahel by the governments there and by other international agencies capable of doing so. I just thought I would intervene.

**Ali Aslan**

Thank you, very much appreciated. So, Mr. Al Zaabi, go ahead.

**Salem Mohammed Al Zaabi, Director of the Department of International Security Cooperation at the Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation, United Arab Emirates**

I think we need to be aware of another factor when we talk about Sahel nowadays which is polarization. We do not want superpowers fighting in the area. They have the same cause but, unfortunately, they might have different interests.

**Ali Aslan**

Thank you, and to round up the first round of questions, Renaud, we talked about the EU common approach. Ambassador Al Ahmed was saying perhaps with the incoming new German government, there might be a new impetus. What are your thoughts?

**Renaud Girard, Senior reporter and war correspondent at *Le Figaro***

Je vais d'abord répondre à Madame la ministre. Je pense que l'erreur, ici, des démocraties occidentales, c'est qu'il faut surtout éviter de retomber dans le piège colonial. Très clairement, la France et d'autres puissances, l'Angleterre avant elle, etc., ont décidé, comme la France par exemple en 1960, qu'elles n'avaient plus à administrer la partie de l'Afrique qu'elles contrôlaient et que les Africains allaient s'administrer eux-mêmes.

Dans le sans-frontierisme et dans le néo-conservatisme, il faut voir que c'est la pulsion coloniale qui revient par la fenêtre, mais sans la volonté d'y mettre les moyens moraux, humains, et matériels de faire les choses jusqu'au bout. C'est exactement ce qu'il s'est passé en Mésopotamie, où les Américains ont été lassés et n'ont pas fait les choses jusqu'au bout. Je ne suis pas sûr que la démocratie irakienne marche aussi parfaitement bien que nous l'avait annoncé W. Bush

C'est la même chose pour l'Afghanistan et la même chose pour cette malheureuse Libye où la France a commis la plus grave erreur de politique étrangère de toute la V<sup>e</sup> République en ayant renversé le régime en place pour le remplacer par de l'anarchie, et même par une forme de guerre civile.

En fait, le problème, c'est que dans ces interventions, il ne faut pas se faire prendre dans le piège colonial. Au Mali, par exemple – et j'y suis allé –, beaucoup de Maliens disent : « Les Français sont revenus, ce sont eux qui vont administrer le pays. Et si c'est mal administré, on fait des manifestations contre les Français. » Non, on ne peut pas. On peut aider des pays, à leur demande, sur un problème très spécifique, mais il ne faut surtout pas se laisser prendre par le piège colonial, car nous n'avons plus ni la volonté, ni même les moyens matériels et moraux de faire du *nation building*, de la colonisation à la Jules Ferry.

Et le problème que nous avons eu au Mali, c'est que nous avons privilégié la solution militaire sans voir que le régime d'IBK et les institutions politiques maliennes étaient complètement pourris, et que donc on n'allait arriver à rien. Maintenant, je suis tout à fait d'accord pour ne pas précipiter un retour. On y est, il faut faire très attention dans la manière dont nous repartirons du Sahel.

**Ali Aslan**

Now, what about the question about a unified EU approach to Afghanistan, about recognizing the Taliban and going ahead now that the new German Government has been elected after Merkel? Is there going to be some impetus? You said it was wishful thinking for the EU to have a common approach, but I think the Ambassador was asking if you saw some changes ahead.

**Renaud Girard**

I do not think that the new Mr. Scholz is very interested in Afghanistan. The German presence in Kunduz was not very successful. The German soldiers never really fought. They even refused one time to fight, even to protect their own citizens. There was an incident but I am not going to talk about it further. Afghanistan did not leave a very good memory in Germany. I do not think that there will be any interest of Germany in Afghanistan.

I think you can have a unified cooperation policy of the European Union in terms of humanitarian help, food help, and so on, to Afghanistan. I think there will be no more than that and, of course, France was concerned because France had old ties with Afghanistan.

Here is why I think that embassy should be kept. Maybe we need an embassy to remind the Taliban what agreement they signed in Doha. You have somebody to remind them. That is why I think that it is useful to have an embassy open in Kabul. It does not mean at all that we share the values of the Taliban because we do not share them. Like our host, the United Arab Emirates, we think that politics and religion should be totally separated.

**Ali Aslan**

All right, and Renaud here, in Abu Dhabi, has already declared Olaf Scholz the new German Chancellor. So, breaking news out of the World Policy Conference, it has been decided. Time is merciless – Tatiana, before we round it up, I am going to go for a second round of questions; one sentence before we go.

**Tatiana Kastouéva-Jean, Head of Russia-NIS Center of Ifri**

Juste en un mot, est-ce que, par exemple, la coopération entre la Russie et les Etats-Unis est encore possible ? Je vois en tout cas un signe positif. Au mois de septembre, il y a eu la rencontre entre le chef d'État-Major Guérassimov et le général Mark Milley, à Helsinki. Il y a en tout cas peut-être quelque chose qui va continuer d'une manière pragmatique, en dehors de l'idéologie et de la politique.

Sur le Sahel, juste un mot. Pour la Russie, le retour dans le Sahel, au Mali, évidemment, on suit tout cela, l'activité avec les Wagner et les accords qui ont été passés. Il est aussi débattu de cette question, mais à très long terme, dans la communauté d'expertise russe, de savoir si l'on verra un jour les Wagner russes en Afghanistan, comme il est hors de question que les troupes régulières puissent y être présentes. La question ne se pose pas pour l'instant, mais en connaissant les richesses aussi des sols afghans – lithium, terres rares, etc. –, ce n'est pas quelque chose qui est complètement exclu.

Dernier point, je regrette que l'on n'ait pas eu le temps de parler un peu plus de l'attitude des pays de l'Asie centrale. Ce sont vraiment les pays limitrophes les premiers concernés et il y a des choses à dire parce que ces attitudes sont extrêmement variées. Elles vont de la posture très dure du Tadjikistan, le seul pays de l'Asie centrale qui refuse de discuter avec l'Afghanistan, jusqu'à l'attitude beaucoup plus souple de l'Ouzbékistan, par exemple.

**Ali Aslan**

Final round of questions. I know we are running out of time mercilessly. I can already tell we are not going to be able to include all questions, so my apologies from here on. We have already exhausted our time, but the discussion is so riveting, Thierry will excuse us if we go 10 minutes long. Go ahead.

**Jean-Claude Gruffat, Chairman of the Competitive Enterprise Institute, member of the Leadership Council of United Way Worldwide**

Thanks for a great debate. I enjoyed it, it was very challenging and thought-provoking.

I have a couple of remarks and a question. On the question of what happened in the past – four administrations bear some sort of responsibility for what happened in Afghanistan; two of them were Democrats and two of them were Republicans. There is a majority of American people who, for sure, want to get out of Afghanistan. If there is a referendum – which will not happen, but we have polls – over 60% of the American people want to get out of Afghanistan for quite some time.

Now, the reality is that there was a plan started by the Trump administration. There were negotiations in Doha that were never concluded. The second phase of the negotiations was supposed to include the participation of the Afghan government, and one of the preconditions was, as you well know, that the US has to satisfy itself that there would be no threat from Afghanistan towards the rest of the world. These two preconditions were never fulfilled. If you remember, a meeting was supposed to take place in Camp David but it never took place, because it was cancelled at the last minute.

Now, on the argument between Jim and Renaud on the betrayal – what I will say is that if both administrations, the Republican and Democrat, bear full responsibility for the war, the Biden administration will bear full responsibility for the way it was done; because Biden keeps saying, 'I was right. We have to get out of Afghanistan'. There are ways and means of getting out of Afghanistan.

I am not going to argue about the 2,500 soldiers, the argument of the General in front of Congress. I am not confident enough to have a view on that. The only thing I can say for sure is that you have an administration that runs on the program that, 'We are going to talk to our allies', and take a decision as important as this one without any consultation whatsoever on the timing and logistics, and finally end up in a situation where a lot of people were able to leave Afghanistan, but they were able to leave Afghanistan largely because of private initiative and not because of the support of the State administration.

My question is do you believe, after what happened in Afghanistan, they can trust the Biden administration to support Taiwan?

**Ali Aslan**

All right, thank you so much. Please pass on the mic to the lady right behind you.

**Dania Koleilat Khatib, Co-Founder and President of the Research Center for Cooperation and Peace Building**

It is a short remark followed by a question. My remark is on what Renaud and Jim said about the expression 'nation-building'. I do not think there was serious nation-building in Afghanistan. I have been to Afghanistan in 2003 and there were huge plans about an irrigation system that never materialized. I think the development dimension was very minimal compared to the militarized approach.

When you have a guerilla, how can you fight them when they are enmeshed in the population? Do you go to a village and you tell them, 'If you are Taliban, raise your hand'? The only way to fight them is to dry out the social incubator through development, which has never happened. So, what do you think about that?

**Ali Aslan**

Thank you. Last question because we have been running out of time. Apologies, we could do another panel right after lunch on Afghanistan. I would take it but, unfortunately, we have to wrap it up. Your question, please, ma'am.

**Christine Desouches, Honorary lecturer at the Université de Paris I, member of the strategic council of Ifri**

Je voulais revenir sur la question d'avoir associé les problématiques de l'Afghanistan et du Sahel et dire que, pour moi, c'était très pertinent, et notamment avec la question qui avait été posée tout à l'heure par Madame la Ministre Touré, de savoir si le retour des talibans pouvait être considéré comme un élément important pour l'avenir de la problématique de la lutte contre le terrorisme au Sahel. Je pense que s'il n'y a pas, comme l'a dit Marc, de réponse à donner parce que l'on ne sait pas quelle va être la politique exacte des talibans à l'égard du terrorisme, c'est effectivement une question fondamentale. À ce titre, je pense qu'il y aura, pour les prochaines sessions, des réflexions à mener.

En revanche, sur le contexte, je pense que c'est totalement différent. Contrairement à ce qui a pu être dit tout à l'heure, notamment en ce qui concerne la problématique de l'imposition de la démocratie, la question ne se pose absolument pas dans les mêmes conditions en Afghanistan et au Sahel. En particulier, je rappelle que le Mali, comme bien d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, a une tradition non seulement démocratique, mais il a également été parmi ceux qui ont fait revenir la réflexion sur la démocratie. Il y a un contexte très différent qu'il sera là aussi utile de continuer à examiner.

**Ali Aslan**

Thank you so much. I am going to come to you, Marc, as some of those questions are made for you, it seems. However, this is an opportunity for us to wrap up this session, so everybody is going to get their turn. Jim, we talked about the credibility, perhaps the tarnished credibility

of the United States, is this an example? Is this also a message to China, perhaps, from now on?

**Jim Bittermann**

It is a major problem. I think it is a major problem for the US and that is the major takeaway that Washington is going to feel – their credibility is going to be in question everywhere.

The question about Taiwan is interesting – whether the Chinese will believe that all the presence out there of American military ships mean anything or not. Just to say that it was actually the Trump administration that said that they were going to pull out by May 1<sup>st</sup>, which was much before the Biden administration. I know we are on different sides of the political equation, Jean-Claude. In any case, just to summarize, let me go back to what the Generals said.

They said the pull-out of Afghanistan was a tactical success, but a strategic failure. A tactical success because we evacuated the second largest civilian population in history – 124,000 people were evacuated in the space of a few days. Only 6,000 of them were Americans, which means to say 118,000 of those evacuated were Afghans or other nationalities that had people that were helping them in Afghanistan, etc. Of course, a strategic failure because of exactly what you said –this has left the US in a very fragile condition in terms of its credibility around the world.

**Ali Aslan**

Marc, some of the questions were about terrorism and guerilla warfare. Go ahead.

**Marc Hecker**

If you figure out \$1,000 spent in the war on terror – actually, there were 900 on military operations and let us say 100 approximately on other aspects, especially development. So, development was actually included in the strategy. It was even very important in the counter-insurgency strategy that was designed by the US armed forces in 2006.

The problem is that development was badly managed and there were two main flaws. The first one was that part of the development actually went to contractors, especially Western contractors that were really well paid, and the second problem was corruption. I think that corruption is one of the breeding grounds of the rise of terrorism.

**Ali Aslan**

All right. Final remarks, M. K. Narayanan? I am going down the row and we will end the way we started, namely with Mr. Al Zaabi. Please go ahead.

**Mayankote Kelath Narayanan**

On the development aspect, I would say that everybody is talking as if the Americans were the only ones. India has spent over 2 billion Rupees on hydroelectric projects, as well as roadways and highways. Yes, they were perhaps only small drops, but they were there. Many schools were reopened, particularly girls' schools. So, there have been development projects.

The failure has been the inability to absorb the attitude of what the Afghans wanted and I think that is because of the American imposition of democracy on a foreign country which has never had democracy. Why try to impose democracy is a question that will need to be answered.

There is a basic issue that we need to address which is terrorism. We have given a field to terrorists and that will be felt particularly in South Asia and West Asia. There may not be another attack like the Twin Towers and whatnot, but in this part of the world, this is going to be a problem for the next generation, if not more.

Finally, we never touched on the issue of what the geopolitical fallout of all this is. I heard a statement saying, 'What will China do?'. I think the Chinese will be wary. They are, of course, careful and they know how to extricate themselves quite often from difficult positions. However, I think the greed for minerals will probably overtake them.

The Russians, for instance, will not shun the Taliban. The Taliban are getting a certain amount of credibility because of China, Russia and some of the other countries are in some kind of contact. So, we have to face the reality.

The fundamental issue I want to conclude with is, please do not see this as a problem to be run by the Americans or the European Union. Yes, we will require assistance from the rest of the world but this is a problem that Asia has to own and deal with it. Thank you.

### **Ali Aslan**

Thank you so much. Tatiana, final remarks?

### **Tatiana Kastouéva-Jean**

Ce que je constate dans ce que j'ai lu dernièrement dans la littérature stratégique russe, c'est que les Russes travaillent sur quatre scénarios. Marc l'a dit, on ne sait pas ce qu'il va advenir, mais quatre scénarios circulent.

Il y en a deux que les Russes considèrent comme favorables pour la Russie d'une manière générale, c'est-à-dire talibans forts, mais modérés, qui ne cherchent pas à s'étendre à l'extérieur et, dans une moindre mesure, talibans faibles avec une guerre civile à l'intérieur, ce qui serait catastrophique pour l'Afghanistan, mais qui serait confinée au pays. Il y a deux scénarios négatifs, c'est-à-dire talibans forts radicaux avec une intention d'expansion vers l'extérieur, et talibans faibles avec effondrement du pays et guerre proxy, comme en Syrie et en Libye, qui dégénère en conflit régional avec l'implication des acteurs internationaux.

Il y a un deuxième point que je voulais souligner, c'est Marc qui me fait penser à cela. Je ne pensais pas citer un personnage de la politique intérieure russe, qui est Alexeï Navalny, mais je vous recommande la tribune qu'il a publiée depuis sa prison dans plusieurs quotidiens internationaux. On peut penser ce que l'on veut de son activité en interne, des structures qui sont liées à sa personnalité et qui ont été déclarées extrémistes, mais, dans cette tribune, il y a justement un point très important concernant la corruption comme origine de l'inefficacité de l'action internationale, et du mal qui peut générer des problèmes beaucoup plus globaux. Je pense que c'est quelque chose que l'on peut partager et dont on peut discuter. Le cas de l'Afghanistan est très intéressant à étudier de ce point de vue.

**Ali Aslan**

Thanks so much, Tatiana. Renaud, final remarks?

**Renaud Girard**

Ma remarque finale, c'est que je pense que cette aventure afghane qui a été dirigée par un pays qui n'avait pas eu d'expérience coloniale, l'Amérique, c'est effectivement la mort de la pulsion coloniale. La pulsion coloniale est généreuse, elle consiste à dire : « Je vais émanciper vos femmes, je vais vous apprendre à bien gérer votre pays, je vais mettre la démocratie en Mésopotamie. »

C'est généreux, mais c'est une générosité dangereuse parce qu'en fait, nous, Occidentaux, nous n'avons plus les moyens, ni financiers, ni surtout moraux, ni humains. Les officiers coloniaux français ou britanniques, quand ils partaient en Mauritanie, y restaient quatre ans de suite, ils ne revenaient pas. Là, on les fait revenir au bout de trois ou six mois.

Comment voulez-vous qu'en Afghanistan, lorsqu'ils s'appelaient les *provincial reconstruction teams*, les Afghans aient pu s'y retrouver alors que l'on changeait les patrons tous les six mois ? En effet, nous n'avons plus les moyens humains, nous n'avons plus la volonté de maintenir un capitaine dans le désert pendant deux ou trois ans.

Pour répondre à la question sur ce qui n'a pas marché en Afghanistan, les Américains ont dépensé des milliards et ont fait des choses en Afghanistan. Ils ont fait un réseau routier remarquable, ils ont mis le téléphone portable partout. C'était d'ailleurs très utile pour les talibans d'avoir le téléphone portable. Ils ont fait des choses, des infrastructures.

Je vais juste vous raconter une anecdote qui va vous faire comprendre pourquoi cela n'a pas marché. J'étais avec les troupes de l'OTAN à Kandahâr. C'était des Canadiens et ils construisaient une route. À la pause des ouvriers, avec mon interprète, je suis allé prendre le thé avec les ouvriers qui étaient des Afghans. Je leur ai demandé ce qu'ils pensaient des Canadiens. Ils m'ont dit : « C'est formidable. Ces gens-là sont généreux. Ils nous construisent une route alors que ce n'est pas leur intérêt et ils ont recruté du personnel local. Et ils nous paient beaucoup mieux que d'autres employeurs pourraient nous payer. » Donc, les Canadiens, l'OTAN, formidable, bravo !

Je leur ai demandé : « Qu'est-ce que vous pensez du mollah Omar ? » « C'est un saint homme, le mollah Omer. C'est un saint. » « Ah oui ? » « Et qu'est-ce que vous pensez des talibans ? » « Les talibans sont très utiles parce que, lorsque nous avons un différend judiciaire entre nous sur une question de terrain, évidemment, on ne va pas chez le juge envoyé par Kaboul parce que le juge ou la police nous rackettent, ils nous demandent de l'argent. Donc, nous allons vers les gens qui sont pieux et intègres. Donc, nous allons chez les talibans pour avoir la justice. »

En fait, dès le début, la chose était pourrie. Et c'est un petit peu le problème que nous avons au Mali. Le gouvernement Karzaï, au début, était pourri. Donc, il n'a pas eu un vrai soutien de la population et c'est pour cela que son armée s'est effondrée comme cela. Il n'y a pas eu vraiment un soutien de la population derrière le gouvernement Karzaï ou le gouvernement d'Ashraf Ghani.

**Ali Aslan**

Thank you so much, Renaud. Mr. Al Zaabi, your final remarks for us to take away.

**Salem Mohammed Al Zaabi**

First, when you talk about nation-building, I do not think you can build a nation without having security. Since 2002, the mission has changed from attacking or eliminating the terrorist groups, Al-Qaeda at that time, to assisting and providing security and also capability-building. We need to admit that. We managed to train 300,000, and unfortunately what happened later on is something we can discuss. I think nation-building has to have a security foundation and that was what the military was doing.

It has now been 46 days since the fall of Kabul. Historically, this is a very short period, so I think we need to observe for a while, but also keep engaging with the government and with the people.

**Ali Aslan**

No doubt. Ladies and gentlemen, this wraps up this very crucial session on Afghanistan. It has become abundantly clear – and I think I speak for all here in the audience who have been here throughout the previous 90 minutes – this has been a very intricate, multilayer, and thoughtful discussion about one of the most complex, intricate issues of our time. I think this panel in itself has shown how much work still lays ahead; how complex this issue is. We were, in these 90 minutes, only able to touch upon the surface, but a very, very valuable surface that is.

Thank you for your attention and your patience. Apologies to those who, due to time constraints, I was not able to call upon. However, I think we are all deserving after this very heavy discussion a round of applause for our lovely panelists. Thank you so much.